

Commission : Développement Durable
Question : Vers une gestion mondiale des déchets industriels
Auteur : Mexique

Le Mexique est la seconde économie d'Amérique Latine, avec une population de 111 millions d'habitants en 2010. Sa richesse est aussi écologique : un tiers de sa superficie est recouvert de forêts et abrite 12% de la biodiversité mondiale. Concilier développement économique et environnement est donc un enjeu majeur pour ce pays.

I VERS UNE ÉNERGIE DURABLE : L'EXEMPLE DES TRANSPORTS ET DE L'AGRICULTURE.

L'utilisation d'énergies produisant des gaz à effet de serre est un problème important au Mexique, particulièrement dans le secteur des transports. Malgré la loi sur le changement climatique, qui prévoit une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici 2050, la pollution continue d'augmenter. Le gouvernement subventionne à hauteur de 1,7% de son PIB - entre 2005 et 2009 – les énergies favorisant ce type de pollution.

Des études préconisent de réformer ce système, en supprimant ces subventions, qui de plus bénéficient d'avantage aux plus riches, et d'appliquer des taxes liées à l'utilisation de produits polluants. De plus, l'allocation de transferts monétaires encouragerait les gens à utiliser les ressources d'énergie de manière plus responsable, à tous les niveaux de la société. Il faudrait également instaurer un véritable réseau de transport collectif, en privilégiant les énergies propres afin de réduire les émissions polluantes, surtout dans les grandes villes.

Comme nous l'avons dit plus haut, une grande partie du territoire mexicain est composé de forêts. Aussi, le pays a été un des premiers à utiliser les paiements pour les services écosystémiques afin de protéger ces ressources (éco certification du bois par exemple). Mais, malgré de nombreuses mesures, l'agriculture intensive reste une menace réelle pour l'environnement à cause de la déforestation qu'elle provoque et l'utilisation trop élevée de produits phytosanitaires. Là encore, cette agriculture profite d'importantes subventions. Il serait donc préférable de supprimer ces subventions et de les remplacer par des transferts monétaires destinés aux petits exploitants dont les systèmes d'exploitation sont plus respectueux de l'environnement. De plus, l'agriculture utilise 76% des ressources d'eau disponible, à cause d'un système d'irrigation à grande échelle très gourmand en eau. On considère qu'à cause de la vétusté du réseau, la moitié de cette eau se perd dans les fuites ! Il semble donc urgent de moderniser le réseau d'eau et les techniques d'irrigation.

II LA GESTION DES DÉCHETS DOMESTIQUES ET INDUSTRIELS

Cette question concerne deux secteurs différents : le traitement de l'eau, et le traitement des déchets.

Si 90% des Mexicains ont accès à l'eau potable et 86% à l'assainissement, seules 40% des eaux usées domestiques sont traitées et seulement 18% des eaux industrielles.

Le Mexique disposait en 2005 de 1481 stations d'épuration à usage domestique. Le manque d'infrastructure est dû au coût important de celles-ci, qu'on utilise le procédé par clarification ou par désalinisation. Ce marché était estimé en 2005 à 325M\$ US et est en constante augmentation depuis.

Pour ce qui est du traitement des eaux du secteur industriel, le marché était de 369,2 M\$ US en 2005 et continue lui aussi d'augmenter, afin de diminuer les rejets toxiques dans les eaux (rivières, nappes souterraines, égouts). Le gouvernement avait prévu d'atteindre 60% de traitement des eaux usées en 2012. Pour le futur, le Mexique devra donc moderniser son réseau souvent vétuste, augmenter la quantité mais aussi la qualité des stations d'épuration, ce qui implique un partenariat avec des entreprises privées, vu les sommes importantes à investir.

Pour ce qui est du traitement des déchets il faut distinguer les déchets solides municipaux (DSM) et les déchets industriels.

Au Mexique, 94 800 tonnes/jour de DSM sont produites. Un peu plus de la moitié sont des déchets organiques. Ce chiffre montre l'absence de tri sélectif, mais aussi l'inadéquation des décharges face à un monde qui produit de plus en plus de déchet, a fortiori dans les zones urbaines. On considère que seulement 2,4% des DSM sont recyclés. 45% du total des DSM sont générés dans les zones urbaines, qui ont augmentés leurs émissions de 40% dans les dernières années. De plus, ces décharges ne sont pas toutes contrôlées et 30 000 tonnes de déchets par jour sont entreposés à ciel ouvert dans des sites inadaptés qui constituent une source importante de pollution.

Les déchets dangereux ne sont pas mieux traités : en 2004 plus de 6 millions de tonnes de déchets dangereux ont été produits (77% d'origine manufacturière, 11% minière). Le Mexique est d'ailleurs soupçonné de minorer ces quantités que certains estiment à 10 millions de tonnes. En 2004, seul un quart de ces déchets avait subi un certain traitement. Les entreprises produisant ce type de déchets sont tenues de respecter des normes particulières : or, en 2004, seules 27% des entreprises visitées les respectaient. Il y aurait au Mexique plus de 1000 sites (pétroliers, miniers, industriels) dont le sol est contaminé. Une nouvelle norme condamne à de fortes amendes les entreprises qui ne décontamineraient pas d'anciens sites de production. Il faut noter cependant qu'il n'existe que 65 entreprises spécialisées dans le traitement des sols. Ce manque de professionnels qualifiés se voit aussi dans les secteurs du traitement et de l'incinération. Le secteur médical est aussi une source de pollution : 500 000 tonnes annuelles de déchets biomédicaux sont produites et seulement 40% sont traités, le reste se retrouvant en décharge.

Nous pouvons donc constater que si le Mexique a une réelle conscience des enjeux environnementaux, beaucoup de travail reste à accomplir, tant au point de vue structurel, qu'au point de vue de certaines mentalités. Mais de nombreuses opportunités sont à saisir dans la conception et la construction des infrastructures, la fourniture des équipements, le recyclage, les services de conseil et d'ingénierie... Et le gouvernement mexicain, en investissant –avec l'aide du secteur privé – semble avoir pris mesure de l'enjeu.